

INCIDENTS DE DILI: L'INDONESIE PREND LES MESURES NECESSAIRES.

L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations-Unies, M. Amos Wako, s'est déclaré satisfait, le vendredi 14 février, des informations qu'il a obtenues à propos des événements survenus à Dili, capitale du Timor oriental, le 12 novembre 1991.

Lors d'une conférence de presse tenue au ministère des Affaires étrangères, et alors qu'il venait de s'entretenir avec le Président Soeharto, M. Wako a tenu à exprimer sa reconnaissance pour l'attitude coopérative des autorités indonésiennes et a dit avoir apprécié la détermination du chef de l'Etat à punir les coupables. M. Wako, qui a effectué une visite au Timor oriental les 13 et 14 février a pu s'entretenir avec tous ceux qu'il voulait rencontrer, notamment des membres de la Commission nationale d'enquête, des organisations non-gouvernementales et ceux qui ont été blessés au cours des incidents. "Tous m'ont parlé en toute franchise" a-t-il déclaré en refusant toutefois de nommer les organisations non-gouvernementales qu'il avait rencontrées.

M. Wako a réitéré à la presse qu'il n'était pas allé au Timor oriental pour mener une enquête mais pour chercher des clarifications. Il doit ensuite faire un rapport complet au Secrétaire général des Nations-Unies, M. Boutros Boutros Ghali.

De son côté, le ministre indonésien des Affaires étrangères, M. Ali Alatas, a effectué deux séries de tournées à l'étranger pour apporter une lumière supplémentaire sur cette affaire.

Du 2 au 8 février, le chef de la diplomatie indonésienne s'est rendu à Londres, à Genève et à Bruxelles où il s'est notamment entretenu avec ses homologues britannique et belge, MM. Douglas Hurd et Mark Eyskens le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Andriessen, et le Commissaire de la CEE pour les relations Nord-Sud, M. Abel Matutes.

Les autorités européennes ont, selon lui, répondu de façon constructive aux explications fournies par le gouvernement indonésien au sujet des incidents du 12 novembre 1991.

Le dimanche 16 février, M. Ali Alatas s'entretenait à Tokyo avec son homologue japonais, M. Michio Watanabe, et divers députés nippons. Le chef de la diplomatie japonaise lui confirmait alors que cette affaire n'affecterait pas l'aide japonaise à l'Indonésie en dépit de désaccords au sein du Parlement. En décembre, en effet, 260 des 764 membres de la Diète, d'opposition ou non, avaient enjoint le Premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, à suspendre l'aide économique japonaise à l'Indonésie.

M. Alatas, poursuivant son voyage, arrivait le mardi 19 février à Washington pour un séjour de trois jours aux Etats-Unis qui devait également le mener au siège de l'ONU à New York. Il s'est ensuite rendu au Canada, puis une nouvelle fois en Europe, en France, aux Pays-Bas et en Allemagne. A Paris, le ministre indonésien s'est entretenu, le 25 février, avec son homologue français M. Roland Dumas.

Tout au long de ses déplacements, M. Alatas s'est efforcé de replacer le problème timorais dans son contexte. Refusant la comparaison faite par les médias occidentaux avec le "Massacre de Tienanmen", le ministre indonésien a expliqué que, dans le cas de Dili, il n'y avait eu aucun ordre donné par le gouvernement. Il a tenu, par ailleurs, à rappeler "l'irresponsabilité" et "l'incapacité" du Portugal à assumer le processus de décolonisation qu'il avait pourtant lui-même provoqué.

Enfin, le chef de l'Armée indonésienne, le Général Sudradjat, annonçait le jeudi 27 février 1992 que six officiers supérieurs avaient été sanctionnés. Trois d'entre eux ont été révoqués, deux ont été exclus du service actif mais peuvent garder leur uniforme et le dernier a été mis à pied. Huit soldats vont, par ailleurs, être traduits devant des tribunaux militaires.

"Nous avons tiré la leçon de ces événements, nous avons renforcé la discipline et les traditions de l'Armée" a précisé le Général Sudradjat en annonçant les conclusions de conseil militaire spécial chargé d'enquêter sur l'affaire.

DIRPENNEWS, février 1992.

Bulletin INDONESIA, Février 1992.